

**ACCORD-CADRE RELATIF À DES PRESTATIONS  
D'ENCADREMENT DES ŒUVRES DE LA  
COLLECTION DU MUSÉE DU QUAI BRANLY-  
JACQUES CHIRAC ET DES ŒUVRES PRÉSENTÉES  
DANS LES EXPOSITIONS TEMPORAIRES DU  
MUSÉE**

**N°2026-MQB-00469-AC-00-00**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES  
ET SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

## SOMMAIRE

1. LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC .....	3
2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	6
7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE .....	7
8. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
9. NATURE DES ŒUVRES CONCERNÉES PAR LES PRESTATIONS .....	9
10. CADRE GENERAL DES PRESTATIONS .....	9
11. TYPOLOGIES D'ENCADREMENT .....	14
12. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	16
13. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	21
14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DES SPECIFICITES DU MUSEE .....	23
15. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	25
16. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS .....	27
17. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....	28
18. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	30
19. MODALITES DE REGLEMENT .....	32
20. CLAUSE DE REEXAMEN .....	33
21. PENALITES .....	34
22. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	35
23. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	36
24. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS.....	36
25. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	37
26. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	39
27. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	39
28. REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	40
29. DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	40

# 1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

## 1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but, il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur de ces deux labels.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au(x) titulaire(s) des prestations d'encadrement des œuvres destinées à être présentées dans les espaces d'expositions permanentes et temporaires du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le présent document a pour but de définir l'ensemble des prestations incombant au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre.

Lorsque l'adaptation de l'accord-cadre par le biais de la mise en œuvre de la clause de réexamen (article 20 du présent CCP) ne permet pas de répondre à un besoin spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contracter en dehors du présent accord-cadre, dans le cadre d'opérations exceptionnelles et lorsque la réponse technique pouvant être apportée par le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre sera jugée insuffisante.

### 2.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

### 2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

## 3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est multi-attributaire. Il est conclu avec au maximum les trois (3) candidats ayant obtenu les meilleures notes globales à l'issue de l'analyse des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir moins de trois (3) titulaires au regard du nombre et de la qualité des offres reçues. Le présent accord-cadre pourrait, à ce titre, être amené à devenir mono-attributaire ou à être conclu avec deux titulaires seulement.

L'accord-cadre ne comprend aucune tranche.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires uniquement, sans montant minimum et avec un montant maximum de cent cinquante mille euros hors taxes (150 000 € HT) sur toute sa durée, reconductions comprises. Les prix unitaires sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) présentés en annexe 1 à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre sera exécuté par bons de commande selon les modalités définies dans le présent CCP.

## 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au dernier des titulaires. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de six (6) mois.

## 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les lieux de fourniture des services et d'exécution des prestations décrites au présent CCP sont :

- L'Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac  
222, rue de l'Université  
CS60851 - 75281 PARIS
- les espaces de présentation des collections permanentes : plateau des collections, salon de lecture Jacques Kerchache, Galerie Marc Ladreit de Lacharrière
- les espaces d'expositions temporaires : Galerie Jardin, Galerie Marc Ladreit de Lacharrière, Mezzanine Germain Viatte, Mezzanine Centrale – Atelier Martine Aublet, hall du musée
- les autres espaces du musée du quai Branly Jacques Chirac : ateliers, réserves sur site, jardin, etc.
- La Galerie des Cinq Continents située au Pavillon des Sessions de l'Etablissement public du musée du Louvre (espace d'exposition permanente sous convention d'occupation temporaire)  
Musée du Louvre  
75001 Paris
- Les réserves externalisées du musée du quai Branly - Jacques Chirac situées à Morangis (bail commercial)  
27-29 rue Gustave Eiffel  
91420 MORANGIS
- L'espace de stockage externalisé situé dans les entrepôts du transporteur BOVIS  
1 rue des Bordes  
91070 Bondoufle

- Les lieux d'exposition des partenaires du musée du quai Branly - Jacques Chirac avant le transport des œuvres dans le cadre des expositions itinérantes ou des expositions « hors les murs ».

Il est précisé qu'une « itinérance » (ou exposition temporaire itinérante) est une exposition dont la présentation est une étape dans un parcours qui englobe plusieurs lieux de présentation qui peut inclure le musée du quai Branly – Jacques Chirac, et qu'une exposition « hors les murs » est une exposition proposée à des tiers partenaires par le musée et composée principalement d'œuvres de ses collections.

- Les lieux où se déroulent des prestations de conservation-restauration ou de toute autre activité de conservation ou d'étude engagée chez un prestataire spécialisé auprès duquel le musée du quai Branly – Jacques Chirac aura émis un bon de commande.

## 6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux quand cela est possible ;
- privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique dans la réalisation des prestations ;
- favoriser l'éco-conditionnement, le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article L541-2 du Code de l'environnement, le titulaire est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion de déchets liés aux prestations du présent accord-cadre. Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

## 7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

### 7.1 Conduite de l'accord-cadre

Le Département du patrimoine et des collections et la Direction du développement culturel de l'Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac sont chargés conjointement de la conduite et du suivi de l'accord-cadre.

### 7.2 Titulaire(s) de l'accord-cadre

Le(s) titulaire(s) ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le titulaire doit informer et remettre à l'établissement l'ensemble des pièces justificatives lorsque le titulaire souhaite obtenir l'accord préalable au transfert de son marché au titre d'une opération de restructuration dans les conditions autorisées par la commande publique. Si ce dernier n'apporte pas les éléments de justification de la restructuration ou informe tardivement le musée de sa nouvelle situation à l'appui des pièces justificatives, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché au tort du titulaire.

### 7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

#### **La sous-traitance totale est interdite.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

**En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant.** Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

#### **7.4 Cotraitance**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commande pris en application de l'accord-cadre.

## **8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : plan d'implantation des différents espaces du musée du quai Branly-Jacques Chirac ;
  - Annexe 2 : document de repérage des ascenseurs et des monte-charges ;
  - Annexe 3 : formats de montages d'art graphiques traditionnellement utilisés par le musée ;
  - Annexe 4 : liste des expositions temporaires organisées sur les quatre dernières années ;
  - Annexe 5 : Facility report des espaces d'exposition (musée du quai Branly-Jacques Chirac et Galerie des cinq continents au musée du Louvre).



- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A);

- l'offre technique du titulaire ;

- le formulaire DC4 valant demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance ;

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues du titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix.

## 9. NATURE DES ŒUVRES CONCERNÉES PAR LES PRESTATIONS

Les œuvres concernées par les prestations appartiennent à des collections publiques ou privées, françaises ou étrangères. Elles relèvent des collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac ou de tiers.

Sans rechercher l'exhaustivité, il s'agit d'œuvres bidimensionnelles telles que des peintures, dessins, affiches, croquis, photographies, négatifs, plans d'architecte, calques, documents d'archives, livres, feuilles de parchemin, tapas, textiles archéologiques, etc. Occasionnellement les œuvres peuvent présenter un faible relief (collages, lacérations, parts d'herbiers, etc.).

Les œuvres peuvent présenter une fragilité particulière, notamment au niveau du tracé (pastels par exemple), de la couche picturale (peintures soulevées, peintures mates par exemple) ou pour certains procédés de tirage photographique.

## 10. CADRE GENERAL DES PRESTATIONS

Cet article détaille les caractéristiques techniques des prestations attendues pour l'encadrement, l'installation et la désinstallation des œuvres sur leur support de présentation.

En fonction des projets, chaque prestation sera pilotée par un coordonnateur désigné au sein du Département du patrimoine et des collections ou de la Direction du développement culturel du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le titulaire d'engage à mandater un coordonnateur privilégié pour l'ensemble des prestations commandées par le musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Les besoins seront explicités au cas par cas lors d'un aller-voir préalable à la passation du bon de commande. On entend par « aller-voir » une visite technique du titulaire avec présentation et vérification de la liste d'œuvres, prises de dimensions des œuvres par le titulaire et discussion sur les prestations d'encadrement attendues.

## 10.1 Prestation d'encadrement des œuvres

Par « encadrement », on entend tout dispositif de présentation d'une œuvre en deux dimensions ou faiblement en trois dimensions (collages, lacérations, parts d'herbier, etc.), assurant un maintien et une protection de l'œuvre. Ces encadrements peuvent avoir lieu lors de campagnes complètes d'encadrement des collections, pour une présentation sur le plateau des collections ou dans la Galerie des cinq continents (expositions permanentes), pour une exposition temporaire au musée du quai Branly - Jacques Chirac ou pour un prêt ou un dépôt d'œuvres hors du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Cette prestation inclut :

- l'étude et la conception des cadres en étroite collaboration avec le coordonnateur chargé du pilotage de la prestation, le responsable scientifique des œuvres, le pôle conservation, restauration et analyses ;
- la fabrication, la fourniture, la mise en œuvre, la pose et le réglage de tous les matériaux et matériels, éléments constitutifs et accessoires nécessaires à la réalisation des encadrements, conformément au descriptif du projet ;
- la fourniture d'une fiche technique de l'encadrement réalisé ;
- l'apport de l'outillage nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- toutes les réservations, percements, découpes, scellements et raccords nécessaires à l'exécution de la prestation ;
- sur demande du musée du quai Branly - Jacques Chirac, la réalisation des essais nécessaires pour les encadrements, la fabrication éventuelle d'un prototype ou premier de série et leur mise au point jusqu'à obtention d'un résultat conforme aux attentes du coordonnateur chargé du pilotage du projet ;
- la fabrication et le montage en passe-partout et/ou l'encadrement à proprement parler, le nettoyage, la vérification, la consolidation et son adaptation si nécessaire ;
- la protection des œuvres se situant à proximité, afin d'éviter toute dégradation en cours de réalisation de la prestation ;
- la protection des espaces en cours de réalisation de la prestation afin d'éviter toute dégradation des lieux ;
- le nettoyage des espaces, des cadres et vitrines sur lesquels le titulaire sera intervenu ;
- l'enlèvement des déchets, débris et emballages occasionnés par le titulaire au fur et à mesure de l'avancement des prestations et le transport dans des décharges adaptées au type de déchets ;
- l'évacuation du matériel utilisé pour la réalisation des prestations, à l'issue de la prestation et dans un délai de 48h maximum après la fin des opérations.

Il appartient au titulaire de proposer un mode de présentation qui garantisse la sûreté des œuvres.

Les prestations comprennent également les cas suivants :

- l'adaptation de cadres ou dispositifs de présentation existants, ceci pouvant inclure le rehaussement de la feuillure, l'aménagement des fonds de feuillures, la reprise des fixations passe-partout/cadre ou châssis-cadres, le remplacement des dispositifs d'attache, la pose d'un dos protecteur au verso de l'encadrement, etc., à l'exclusion des interventions de conservation-restauration sur le cadre dont le réemploi est considéré ;
- la réalisation de cadres ou dispositifs de présentation pour les œuvres du musée du quai Branly-Jacques Chirac prêtées pour une exposition temporaire hors les murs.

## 10.2 Transmission d'un dossier d'exécution

A la demande du musée du quai Branly - Jacques Chirac, le titulaire pourra être amené à fournir une documentation technique des encadrements et montages d'œuvres réalisés. Cette documentation pourra être destinée aux services du musée du quai Branly-Jacques Chirac, aux prêteurs et aux emprunteurs dans le cadre des tournées d'exposition.

Cette documentation sera produite en français par le titulaire du bon de commande et transmise sous la forme d'un dossier intégrant :

- un descriptif des travaux d'encadrement ;
- la typologie de matériaux ;
- une note explicative de montage et démontage de l'œuvre.

Ces documents devront notamment mentionner :

- le numéro d'inventaire de l'œuvre ;
- son appellation ;
- une photographie de l'œuvre ;
- ses dimensions (L x l x h en mm) ;
- son poids (en g) ;
- la taille du cadre (L x l x h en mm) ;
- son poids (en g) ;
- la liste exhaustive des matériaux et éléments composant le cadre ;
- les fiches techniques des différents matériaux ou éléments listés ;
- les produits et méthodologies de nettoyage préconisés pour le cadre ;
- une notice explicative de manipulation du cadre ;
- des photographies de l'œuvre encadrée prises par le titulaire.

Le dossier réalisé sera fourni en un (1) exemplaire en format numérique reproductible. L'émission de ces documents fait partie du coût de la prestation.

### 10.3 Fourniture d'échantillons

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac peut demander la réalisation d'un prototype ou de premier de série lors de la définition d'une nouvelle typologie d'encadrement.

En vue de l'agrément des matériaux que le titulaire souhaite utiliser et des finitions choisies, il devra fournir au musée du quai Branly - Jacques Chirac un échantillon des matériaux, complété de sa notice technique détaillant les caractéristiques physico-chimiques.

A l'issue de la phase de prototypage, la solution retenue devra être décrite de manière précise et détaillée et validée par le musée.

Les échantillons, premiers de série et prototypes resteront à la disposition de la personne publique pendant toutes les opérations d'encadrement et serviront de référence pour la réception des prestations.

### 10.4 Réalisation de support pour les œuvres

D'une manière générale, le titulaire adaptera les dimensions des supports aux dimensions des œuvres et se conformera aux partis pris esthétiques des encadrements mis en œuvre au musée du quai Branly - Jacques Chirac et dans le cadre de ses expositions temporaires. L'aspect esthétique des encadrements sera exempt de défauts.

L'objectif final recherché pour chaque projet est d'obtenir un maintien stable des œuvres tout en conservant la meilleure conservation et lisibilité possible des œuvres :

- la conception de l'encadrement devra garantir la réversibilité de toutes les interventions sur l'œuvre.
- toute surface de contact entre l'œuvre et son support devra être constituée de matériaux présentant des propriétés physico-chimiques stables : les matériaux susceptibles de libérer des vapeurs organiques acides ou corrosives sont proscrits (bois massifs à pH faibles, bois comportant des résidus de pesticides, bois agglomérés générant des COV tels que le formaldéhyde, plastiques organochlorés de type PVC, etc.).
- le grain de surface des supports doit être le plus fin possible pour limiter l'accumulation des poussières dans les porosités et les risques d'accrochage lors des manipulations.
- le montage de l'œuvre devra garantir sa stabilité, prévenir tout glissement au sein du cadre et résister aux chocs et vibrations induites notamment par le passage des visiteurs.
- les points de contact entre le support et l'œuvre doivent être multiples afin de répartir les tensions mécaniques et de soutenir l'œuvre sans causer de dommages ou de distorsions.
- les œuvres ne doivent en aucun cas subir d'efforts de pressions que pourrait induire le dispositif de montage.
- concernant les œuvres hors vitrines, les fixations des œuvres seront spécialement étudiées pour empêcher le vol et le basculement.
- quel que soit le mode d'accrochage, de fixation ou de maintien, les œuvres devront pouvoir être amovibles de leur encadrement, celui-ci devant s'adapter à l'œuvre et respecter son intégrité physique.
- les conditions d'encadrement devront intégrer les conditions de conservation propre à chaque œuvre.

L'encadrement des œuvres graphiques et des photographies, dans la mesure où le format des œuvres le permet, respectera les formats normés suivants qui sont entendus en fond de feuillure :

Dimensions des formats normés	Type d'œuvres concerné
30 x 40 cm	Photographies et Arts graphiques
40 x 50 cm	Arts graphiques
40,5 x 53 cm	Arts graphiques
40 x 60 cm	Photographies
50 x 60 cm	Arts graphiques
52 x 73 cm	Arts graphiques
60 x 80 cm	Photographies et Arts graphiques
65 x 70 cm	Arts graphiques
80 x 120 cm	Photographies

En fonction des projets et de la typologie des œuvres à encadrer, le musée ne s'interdit pas de demander des encadrements spécifiques.

Les prestations attendues pourront selon la nécessité être notamment :

- des encadrements de conservation,
- des encadrements d'exposition permanente,
- des encadrements d'exposition temporaire prévus pour une durée limitée,
- des mises sous cadre existant.

Ces prestations seront précisées à chaque passation de bon de commande.

Les propositions techniques devront être adaptées au type d'encadrement souhaité. Les prix fournis par le titulaire devront inclure :

- le coût des études et notes de calculs,
- le coût des aller-voir,
- le coût d'approvisionnement des fournitures, outillage et matériel utiles à la réalisation de la prestation,
- la fabrication en atelier ou sur site,
- l'installation de l'œuvre dans son cadre et la pose des systèmes de sécurisation.

Si les propositions d'encadrement ne répondent pas aux exigences muséographiques et déontologiques (sécurité, stabilité, réversibilité, esthétique, intégrité des œuvres, respect des normes de conservation préventive, innocuité des matériaux), le titulaire devra proposer des solutions alternatives répondant à ces exigences.

Tout encadrement ne respectant pas ces conditions ou engageant un incident pouvant porter préjudice à l'intégrité matérielle d'une ou plusieurs œuvres fera encourir au titulaire une pénalité telle que prévue à l'article 21.

### 10.5 Prestation de conseil

Le titulaire pourra être sollicité par le coordonnateur chargé du pilotage de la prestation pour étudier, analyser et lire des documents de scénographie. Par « étude », on entend la prestation de conseil et d'analyse qui pourra être demandée au titulaire.

Une fois cette phase d'étude et d'analyse réalisée, le titulaire du bon de commande émettra un avis qui sera transmis, par voie électronique, au musée sous la forme d'un rapport détaillé en français incluant:

- un avis général sur les documents transmis ou le projet d'encadrement,
- la liste des remarques techniques sur chaque document. Le titulaire devra anticiper et signifier au coordonnateur tout problème éventuel identifié dans l'encadrement et la présentation des œuvres (matériaux, dimensions, poids...),
- une liste des solutions proposées pour résoudre les problèmes soulevés.

Le titulaire garantira la confidentialité des éléments qui lui seront transmis.

### 10.6 Autres prestations

La prestation d'encadrement inclut d'autres prestations, notamment :

- la coordination et la planification des opérations,
- la mise sous passe-partout simple ou complexe,
- le montage d'œuvres sur papier ou de photographies incluant la pose de charnières en papier japonais et/ou d'autres systèmes de montage,
- le montage d'une peinture, incluant la pose des systèmes de fixation dans le cadre,
- l'encadrement et le désencadrement d'œuvres graphiques ou de photographies,
- l'encadrement et le désencadrement de peintures.

### 10.7 Limite des prestations

La mise à disposition et le déplacement des œuvres ne sont pas à charge du titulaire et sont réalisés en interne par les régisseurs des collections du musée.

## 11. TYPOLOGIES D'ENCADREMENT

Cet article décrit les principales typologies d'encadrement demandées par le musée du quai Branly - Jacques Chirac. Cette liste est non exhaustive et d'autres typologies d'encadrement peuvent être demandées au cours du marché selon les typologies des œuvres, les besoins spécifiques aux œuvres encadrées ou aux projets de prêt et d'exposition impliquant ces prestations.

Il est demandé au titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, de proposer toute solution ou innovation qui lui semblerait pertinente dans le cadre des commandes qui lui sont confiées. Dans ce cas, la décision finale concernant le choix d'encadrement reviendra en tout état de cause à la personne publique.

Quel que soit le mode d'encadrement retenu, il sera demandé au titulaire de fournir à la fois les matériaux nécessaires à l'encadrement des œuvres et mettre à disposition l'équipe nécessaire à l'exécution de la prestation.

### 11.1 Typologies de montages et de cadres à fabriquer

#### 11.1.1 Carton de fond et/ou passe-partout

Carton de fond pour montage flottant en carton de conservation neutre ou à réserve alcaline, de teinte à définir : cette typologie d'encadrement nécessite une rehausse sur la face avant pour éviter le contact entre l'œuvre et la protection transparente.

Passe-partout en carton de conservation neutre ou à réserve alcaline, de teinte à définir ; charnières en toile gommée ou auto-adhésive, ou en papier gommé ou auto-adhésif dont la référence aura été préalablement validée par le pôle conservation, restauration et analyses. Le passe-partout peut être simple ou double face, à bords ouverts ou fermés.

#### 11.1.2 Sous-verres

Sous-verres avec rehausse au recto ; au verso, demande ou non d'un carton de fond ou de tout autre matériau jugé apte à la conservation, incluant des matériaux tampons ou des adsorbants de polluants; fermeture à l'aide d'un ruban autoadhésif plombé ou d'un ruban de plomb plié.

#### 11.1.3 Cadres en baguettes

Cadres en baguettes de bois massif ou de métal, avec protection transparente avant en verre ou dans un matériau synthétique.

Dimensions en fond de feuillure et hors tout à définir, profondeur des feuillures devant accommoder l'œuvre, une éventuelle rehausse sur la face avant et si souhaité des éléments placés au verso (carton de fond, plaque de polycarbonate ou de tout autre matériau, doublage aveugle, matériaux tampons, capteurs climatiques, dosimètres, etc.).

#### 11.1.4 Caisses américaines

Cadres en baguettes de bois massif ou de métal dans lesquels le châssis de l'œuvre est vissé, avec protection transparente avant en verre ou dans un matériau synthétique. Dimensions hors tout à définir, profondeur du cadre devant accommoder l'œuvre montée sur châssis, espace entre le recto de l'œuvre et la protection transparente.

#### 11.1.5 Cadres normés

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac a défini des dimensions normées pour la fabrication des cadres, dont les dimensions sont définies à l'article 10.4. Les dimensions pour les cadres s'entendent en fond de feuillure. Ces cadres seront en frêne naturel (ou équivalent) 15/35 avec rehausse et parclose vissée, verre minéral anti-reflet et anti-UV épaisseur 3mm, carton de dos.

#### 11.1.6 Passe-partouts normés

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac a défini des dimensions normées pour la fabrication des passe-partouts, dont les dimensions sont définies à l'article 10.4. Les dimensions pour les passe-partouts s'entendent en hors tout.

Passe-partout en carton de conservation conforme à la norme ISO 9710 de couleur claire ; charnières en toile gommée ou auto-adhésive, ou en papier gommé ou autoadhésif.

### **11.2 Typologies de matériaux**

#### 11.2.1 Baguettes

Le titulaire pourra être amené à produire plusieurs types de baguette :

- baguette en bois massif : les essences de frêne ou hêtre seront à privilégier, sauf demande spécifique du musée.
- baguette en bois peint ou teinté : peinture acrylique en base aqueuse à faible taux de COV. Des échantillons de différentes teintes pourront être demandés au titulaire par le pôle conservation, restauration et analyses au stade de la consultation avant l'émission du bon de commande.
- baguette métallique : des échantillons de différents matériaux pourront être demandés au titulaire au stade de la consultation avant l'émission du bon de commande.

#### 11.2.2 Fond

Le titulaire pourra être amené à produire plusieurs types de fond :

- carton neutre : le matériau devra être dense et robuste.
- fond en polycarbonate alvéolaire.

#### 11.2.3 Protections transparentes

Le titulaire pourra être amené à produire plusieurs types de protections transparentes :

- verre minéral ;
- verre minéral anti-reflet ;
- verre minéral anti-reflet et anti UV ;
- polyméthacrylate de méthyle (=PMMA) ;

- polyméthacrylate de méthyle (=PMMA), anti-reflet ;
- polyméthacrylate de méthyle (=PMMA), anti UV ;
- polyméthacrylate de méthyle (=PMMA), anti-reflet et anti UV ;
- *Optium Museum Acrylic True Vue®* ou équivalent ;
- verre minéral feuilleté ;
- verre minéral feuilleté, anti-reflet et anti UV.

#### 11.2.4 Carton pour montages flottants ou passe-partout

- carton de conservation conforme à la norme ISO 9710 de couleur claire : des échantillons pourront être demandés ponctuellement au titulaire avant l'émission d'un bon de commande.
- carton de conservation conforme à la norme ISO 9710 teinté : des échantillons pourront être demandés ponctuellement au titulaire avant l'émission d'un bon de commande.

#### 11.2.5 Système d'accrochage simple

Crochet de fixation sans sécurisation (type attelles, pontets et attaches plates / pattes à dessin ou tout autre système jugé adéquat et choisi en concertation avec le musée).

#### 11.2.6 Dispositif mécanique de fixation et de sécurisation des cadres

Systèmes d'accrochage et de sécurisation mécanique des cadres (type Tscrew ; ®, Varihook®, Springlock®, *TRACK & SLIDE®* ou tout autre système jugé adéquat et choisi en concertation avec le musée).

## 12. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 12.1 Conditions et horaires d'accès

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements du musée du quai Branly– Jacques Chirac, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par le musée.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'établissement.

Avant le début de l'exécution des prestations (2 jours ouvrés à l'avance), le titulaire du bon de commande devra fournir :

- la liste nominative de ses salariés prévus sur le site pour l'établissement des laissez-passer,
- les immatriculations des véhicules souhaitant avoir accès ou stationner au musée du quai Branly – Jacques Chirac,
- désigner l'interlocuteur du musée (chef d'équipe).

Lors de la planification des opérations (15 jours calendaires avant le début de celles-ci), le titulaire devra fournir :

- les demandes d'intervention,
- les dates et horaires prévisionnels d'intervention au musée : présence de l'équipe et livraison.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance de ces informations et s'engage à en tenir compte dans son chiffrage et dans son planning prévisionnel demandé au bon de commande.



L'établissement est équipé d'ascenseurs et monte-charges entre l'aire de livraison et les ateliers destinés à l'encadrement des œuvres (voir annexe du présent CCP). Ceux-ci pourront être utilisés par le titulaire dans le cadre des prestations qui lui sont commandées et sous contrôle du coordonnateur du projet.

En raison de l'intervention possible en espaces publics et en fonction de la nature des prestations, le titulaire pourra être amené à exécuter ces prestations en dehors des horaires d'ouverture du musée au public signalés ci-après. Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait ni aucune indemnité.

Les horaires de l'établissement public sont :

ESPACES PUBLICS : Horaires d'ouverture du musée au public et du jardin

Du mardi au dimanche : de 10h30 à 19h00 – le jardin ferme à 19h30, sauf le jeudi fermeture à 21h45 (fermeture du jardin à 22h15).

Jour de fermeture hebdomadaire : lundi ainsi que le 1er mai et le 25 décembre (excepté pendant les vacances scolaires des 3 zones hors les vacances d'été) ainsi que le 1er mai et le 25 décembre

ESPACES ADMINISTRATIFS : Horaires de travail du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30.

Le site dispose d'un PC ouvert 24h/24 et 7 jours sur 7.

#### AIRE DE LIVRAISON

Horaires de livraisons : de 9h00 à 17h30 du lundi au vendredi. Hauteur libre en aire de livraison : 3,25 mètres

Adresse de livraison : 29, quai Branly – 75007 Paris

#### HORAIRES DE CHANTIER

Pour les expositions temporaires, les horaires de chantier au musée sont de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30. En cas de nécessité, les installations d'œuvres en exposition pourront ponctuellement être effectuées au-delà de cette amplitude horaire.

Le planning d'intervention et les horaires de chantier devront impérativement être validés avec le représentant du musée en charge de la coordination du projet et opérations et devront être respectés par l'ensemble des équipes de chaque titulaire.

### 12.2 Délai d'exécution des prestations et suivi du calendrier

Le délai d'exécution est précisé dans le bon de commande.

Toute modification de calendrier à l'initiative du titulaire, sans l'accord préalable et expresse de la personne publique, est soumise à l'application de l'article 21.1 du présent CCP.

Toute modification des délais à l'initiative de la personne publique fera l'objet, après accord entre les parties, d'un planning actualisé. Le planning actualisé sera transmis signé par le titulaire à la personne publique avant tout début d'exécution.

### 12.3 Spécifications relatives au matériel utilisé

Le titulaire devra être équipé de tout le matériel nécessaire à la préparation et à l'installation des œuvres dans tous les lieux désignés par l'établissement public.

Tous les matériaux et produits utilisés seront neufs et de premier choix, sans déformation, stables et chimiquement neutre.

Sur demande du musée du quai Branly - Jacques Chirac, le titulaire devra pouvoir fournir une fiche technique des matériaux utilisés.

Suivant la réglementation incendie, les dispositions applicables à l'agencement principal des salles imposent que les matériaux utilisés soient de catégorie M3.

## 12.4 Méthodologie relative aux prestations

Le titulaire devra respecter les étapes principales identifiées ci-dessous :

- prise de connaissance des œuvres à encadrer, de leurs caractéristiques matérielles, de leurs dimensions et poids, de leur état de conservation, de leur fragilité, des préconisations de présentation, en étroite collaboration avec le coordonnateur chargé du pilotage du projet, le responsable scientifique des œuvres, le conservateur-restaurateur et le cas échéant l'architecte-scénographe de l'exposition,
- la prise de connaissance de l'emplacement d'exposition prévu pour les œuvres : vitrines, supports de présentation, podium, cimaises, etc., des modes de fixation possibles et des contraintes propres à l'installation du dispositif et des œuvres,
- l'étude et le rendu d'une proposition d'encadrement dans le respect des prescriptions techniques, comprenant des croquis et plans d'exécution à une échelle représentative et suffisamment détaillés qui permettent une bonne compréhension du dispositif proposé, les modes d'assemblage et des procédés de fixation, le coût estimé de la proposition,
- l'ajustement et modification de la proposition jusqu'à validation par le coordonnateur désigné, en accord avec le responsable scientifique des œuvres,
- la réalisation des encadrements,
- le montage à blanc si demandé et reprise des dispositifs si le montage à blanc n'est pas concluant, jusqu'à obtention du dispositif adapté,
- le montage et l'installation de l'ensemble sous la responsabilité du titulaire et sous le contrôle du responsable scientifique des œuvres,
- le nettoyage et l'effacement des traces,
- la sécurisation de l'encadrement si demandé,
- la réception de la prestation par le coordonnateur chargé du pilotage de l'opération.

### 12.4.1 Réunions préparatoires

Durant sa mission, le titulaire doit se rendre disponible pour participer à toute réunion s'avérant nécessaire avec le coordonnateur chargé du pilotage du projet.

A l'initiative de la personne publique, une ou des réunions préparatoires seront tenues dans les locaux de l'établissement public avant le début d'exécution des prestations. Elles peuvent comporter notamment un aller-voir technique des œuvres (typologie, fragilité, etc.), des espaces de travail et espaces d'exposition des œuvres. Elles permettent notamment de prendre connaissance du projet souhaité, de fixer l'ordonnancement des opérations à exécuter, d'établir un calendrier prévisionnel de réalisation de la prestation, de discuter tous les points nécessitant de l'être.

Ces réunions préparatoires donnent lieu à l'établissement d'un compte-rendu établi par le titulaire en accord avec le coordonnateur désigné par le musée du quai Branly - Jacques Chirac, fixant les mesures auxquelles le titulaire devra se conformer.

### 12.4.2 Etat des lieux

Avant réalisation de sa prestation, le titulaire sera tenu de vérifier la nature et l'état des réalisations existantes et des espaces où il interviendra.

#### 12.4.3 Protection des réalisations pendant l'exécution des prestations

Le titulaire devra prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection des œuvres, vitrines, zones de travail où il interviendra, de sorte à prévenir toutes dégradations ou dommages lors de la réalisation de la prestation.

#### 12.4.4 Ateliers d'encadrement

Le musée met à la disposition du titulaire deux ateliers de travail permettant, en fonction des disponibilités des espaces, la réalisation des prestations d'encadrement :

- un atelier de soclage et encadrement, situé au niveau 1 du bâtiment Université de l'établissement public. Cet atelier est constitué d'espaces permettant le travail de coupe, de serrurerie, de soudure, de peinture, d'encadrement. Un planning d'occupation est remis à jour régulièrement par les équipes du musée et celui-ci doit être respecté par les prestataires.
- un atelier de restauration, situé au niveau 2 du bâtiment Université de l'établissement public. Cet atelier est constitué de tables de travail destinées à la restauration et à l'encadrement. Un planning d'occupation est remis à jour régulièrement par les équipes du musée, et celui-ci doit être respecté par les prestataires.

Le titulaire est tenu de fournir les matériaux et moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans le présent CCP. Il a également à sa charge la fourniture des équipements techniques et outillage nécessaires à la réalisation des encadrements qui lui sont confiés.

Dans certaines circonstances particulières, il pourra être demandé au titulaire de mettre en place un atelier temporaire dans un lieu désigné par le musée pour la réalisation de la prestation.

Le titulaire pourra s'il le souhaite réaliser une partie du travail de préparation des encadrements dans son atelier et terminer le travail dans l'un des ateliers cités ci-dessus. Dans ce cas, il sera tenu de préciser au coordonnateur chargé du pilotage de la prestation la manière dont il organisera son travail.

#### 12.4.5 Accès aux œuvres

La mise à disposition des œuvres et leur déplacement sont uniquement réalisés par les régisseurs des collections du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Au démarrage des opérations d'encadrement, les œuvres seront préparées et mises à disposition du titulaire.

En aucun cas les œuvres ne pourront être transportées en dehors des espaces du musée du quai Branly- Jacques Chirac lors de la réalisation de la prestation, sauf accord préalable et écrit du musée du quai Branly - Jacques Chirac et de l'assureur du musée. Dans ce cas, le transport des œuvres sera organisé exclusivement et pris en charge par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

#### 12.4.6 Nettoyage et remise en état

Le titulaire devra effectuer le nettoyage fin des espaces dans lesquels les prestations ont été réalisées et ce au fur et à mesure de leur avancement.

Après exécution des prestations, les protections seront enlevées, sans dispersion de poussières, et seront évacuées par le titulaire.

Les coûts engendrés par les différentes opérations de nettoyage sont réputés inclus dans les prix unitaires indiqués par le titulaire.

Les dégradations éventuelles, quelle que soit leur nature, seront supportées par le titulaire.

L'évacuation des déchets et du matériel devra se faire sous 48h maximum après la fin de réalisation de prestation.

#### 12.4.7 Déontologie

Le titulaire s'engage à suivre une déontologie particulière lors de la réalisation de la prestation :

- respecter l'intégrité des œuvres en ne réalisant aucune intervention directe sur les œuvres (trou, griffure, collage, rajout de matière, abrasion, etc.),
- manipuler les œuvres avec des gants appropriés, en coton, latex ou nitrile (sauf prescriptions spécifiques), tout en évitant le contact direct avec les plans de travail (mise en place d'interfaces propres et neutres),
- ne pas transporter les œuvres hors de l'atelier ou de la salle d'exposition,
- ne jamais laisser les œuvres sans surveillance dans l'atelier ou de la salle d'exposition en cas d'absence du coordonnateur désigné,
- ne pas manger et boire dans l'atelier,
- ne jamais quitter le lieu d'intervention sans en prévenir le coordonnateur des opérations.

#### 12.4.8 Plan de prévention

Le titulaire pourra intervenir au cours des chantiers de démontage et de montage scénographiques. Le cas échéant, il sera inscrit au plan de prévention de l'ensemble du chantier.

Les chantiers de montage et démontage d'exposition ne concernent pas des travaux qualifiés d'« opérations structurantes », c'est-à-dire portant sur des éléments essentiels des structures d'une construction, soit dans le cadre de travaux neufs d'extension, soit dans le cas de restructurations lourdes. Les prestations entrent dans le champ d'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifié complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le musée est chargé de coordonner en termes de sécurité l'activité des entreprises extérieures.

Afin de respecter cette réglementation, le bureau de contrôle rédige un plan de prévention, document définissant les mesures qui doivent être prises par les entreprises extérieures et ses éventuels sous-traitants, en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Chaque titulaire est tenu au respect des dispositions y figurant. Pour ce faire, chaque titulaire doit :

- participer à la visite d'inspection commune avant tout commencement d'interventions sur site afin de définir les modalités de prévention adaptées à son intervention, et prendre connaissance des consignes de sécurité en vigueur sur le site,
- signer le plan de prévention instruit à la suite de la visite d'inspection commune,
- transmettre au coordonnateur sécurité (CSPS) missionné par le pouvoir adjudicateur une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualité des personnes responsables (chefs de site),
- informer ses salariés et ses sous-traitants des dispositions retenues.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, le titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations définies. En cas de non-respect, le titulaire encourt des pénalités exposées à l'article 21 du présent CCP. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

## 13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des plans, documents techniques et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées aux articles ci-dessous.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.

### 13.1 Propriété des plans, des études et des résultats fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués, sur simple demande, après l'exécution des prestations réalisées.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, fichiers numériques, logiciels, résultats remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

### 13.2 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-FCS, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Dispositions financières » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour,

- le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

Le droit de représentation comporte notamment :

- le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non, par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly-Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre,

- le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly-Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires.

La cession de droits comporte également le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

### 13.3 Dispositions communes

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des Résultats, y compris la documentation technique et fonctionnelle afférente.

Au terme du présent accord-cadre, le titulaire transmettra au musée du quai Branly-Jacques Chirac la documentation technique et fonctionnelle relative à ses connaissances antérieures, nécessaires à l'exploitation des Résultats objets du présent accord-cadre. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac pourra réaliser ou faire réaliser par un tiers, toutes améliorations, maintenances ou mises à jour nécessaires des connaissances antérieures qui seront traitées comme des informations confidentielles.

Pendant une période de deux ans, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre doit notamment :

- remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire de l'accord-cadre, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des Résultats.

### 13.4 Garanties

Le titulaire de l'accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les Résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, il en informe sans délai le titulaire de l'accord-cadre qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire de l'accord-cadre pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les Résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- les modifications ou adaptations apportées aux Résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

### 13.5 Droits du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le titulaire de l'accord-cadre conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les Résultats.

## 14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DES SPECIFICITES DU MUSEE

### 14.1 Obligations générales



Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Au total, le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à respecter les normes de conservation préventive,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens culturels,
- à alerter le musée dans les plus brefs délais en cas d'anomalie ou de risque.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

#### 14.2 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans le présent accord-cadre dans les délais impartis.

**Au titre de son obligation de résultat, le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais impartis, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de sa rémunération.**

L'obligation de résultat implique que le titulaire donnera à ses équipes les moyens nécessaires pour mener à bien les prestations prévues au contrat.

#### 14.3 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire doit immédiatement informer l'établissement public de tout problème rencontré dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées et proposer dans les meilleurs délais, au regard du planning de l'opération, des solutions discutées et validées avec l'établissement public.



Le titulaire a un devoir de conseil renforcé et adapté aux éléments qui lui sont fournis par le musée relatifs à la nature, à la valeur et à la destination des œuvres, aux délais fixés et aux usages du marché considéré.

Le titulaire s'engage également par le présent accord-cadre à conseiller le pouvoir adjudicateur en matière de solutions environnementales.

## 15. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 15.1 Conditions générales

Le titulaire du présent accord-cadre exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison étroite avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre.

Le titulaire doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

### 15.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

#### 15.2.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

#### 15.2.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

Les représentants de l'établissement public se réservent le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs des agents du titulaire, en cours d'exécution de la prestation, qui ne satisferait pas aux obligations décrites ci-dessous, ou dont le comportement pourrait générer des dégâts sur les œuvres ou des difficultés dans la bonne réalisation de la prestation.

Le titulaire veille à l'observation d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il veille également au respect par son personnel des points suivants :

- port de chaussures de sécurité et tout autre EPI nécessaire à la bonne réalisation de la prestation,
- attitude respectueuse vis-à-vis du personnel du musée du quai Branly – Jacques Chirac et des autres intervenants,
- Interdiction de toucher aux installations techniques dont le titulaire n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche.

En cas de non-respect de ces dispositions, un procès-verbal d'incident sur site sera rédigé par le musée et envoyé par courriel avec accusé de réception.

Le musée se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues au présent CCP.

Le musée se réserve le droit, à tout moment, d'interdire ponctuellement l'accès au musée du quai Branly – Jacques Chirac au personnel du titulaire qui par son attitude ou sa conduite entraverait le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité. A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

En complément des dispositions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire devra se conformer au décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifié par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

### 15.3 Conditions d'accès et circulation du personnel

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements du musée du quai Branly– Jacques Chirac, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'établissement public.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'établissement.

Le personnel désigné par le titulaire devra également se conformer à toutes les règles sanitaires transmises par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Avant le début de l'exécution des prestations (2 jours à l'avance), le titulaire devra fournir une demande d'autorisation d'accès comprenant :

- la liste nominative de ses salariés prévus sur le site pour l'établissement des laissez-passer ;
- les immatriculations des véhicules souhaitant avoir accès au musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance de ces informations et s'engage à en tenir compte dans son chiffrage et dans son planning prévisionnel. L'établissement est équipé des ascenseurs et monte-charge dont l'implantation est précisée en annexe.

### 15.4 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## 16. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

### 16.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- la vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

### 16.2 Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

## 17. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

En application des articles R2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande.

### 17.1 Dispositions générales

En application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires.

Les bons de commande sont émis par la personne publique et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Dans la mesure de ses besoins et au moment de leur survenance, le musée enverra au titulaire une demande de « devis », précédant en principe l'émission d'un bon de commande. Par « devis », on entend dans le présent document une proposition de solution formulée par le titulaire en réponse à un besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur, sur la base des prix du bordereau des prix unitaires. Ces devis ne donneront lieu à aucune rémunération et relèvent du devoir de conseil du titulaire. Ils n'engagent pas le pouvoir adjudicateur, l'émission du bon de commande étant l'unique document faisant foi.

Chaque devis devra comporter a minima les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au titulaire selon les modalités d'attribution définies à l'article 17.5.

### 17.2 Objet des bons de commande

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi.

Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,

- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter, ou la référence au devis (numéro et date d'établissement du devis),
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

### 17.3 Durée

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande peut se poursuivre au-delà du terme de quatre (4) ans de l'accord-cadre.

Ainsi, un bon de commande peut être émis en fin d'exécution d'accord-cadre, jusqu'au dernier jour. Il restera valide après expiration de l'accord-cadre. Un bon de commande ne peut s'exécuter au-delà d'une durée de six (6) mois après l'expiration de l'accord-cadre.

### 17.4 Observations de la part du titulaire

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel au pouvoir adjudicateur, en la personne du responsable du pilotage du projet, dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les modifications notifiées sous vingt-quatre (24) heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés qu'ils aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

Ce délai de vingt-quatre (24) heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande. Le titulaire ne peut refuser une commande.

### 17.5 Mécanisme d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre est multi-attributaire.

A ce titre, une clé de répartition sera mise en place afin de garantir aux titulaires concernés par le présent marché une répartition juste des commandes. En tout état de cause, l'attribution des commandes s'effectuera sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Cette clé de répartition prendra effet dès la notification de l'accord-cadre et s'appliquera sur toute sa durée.

Les commandes seront réparties **selon le mécanisme dit du « tour de rôle »**.

Cela signifie que le choix du titulaire s'effectuera par roulement, pour chaque bon de commande passé. Ce roulement trouvera à s'appliquer indépendamment du montant financier de la commande. L'ordre du tour de rôle sera déterminé par le classement des offres à l'issue de l'analyse de celles-ci.

Le mécanisme du tour de rôle dans cet accord-cadre s'exécutera par service commanditaire de la personne publique.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique**, qui s'adressera au titulaire suivant dans l'ordre déterminé à l'issue de l'analyse des offres. Le tour de rôle reprendra ensuite à partir du tour de ce dernier.

Le titulaire qui refuse l'exécution des prestations objet d'une commande encourt une pénalité décrite à l'article 21 du présent CCP.

**A compter de trois (3) absences de réponse et/ou refus de commande dans les délais exigés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre.**

Par exception, la personne publique pourra s'adresser au même titulaire, sans respecter le tour de rôle mis en place, si pour une même opération, il est nécessaire de passer des commandes supplémentaires.

Par exception, la personne publique pourra s'adresser à un titulaire sans respecter le tour de rôle lorsque l'un des titulaires de l'accord-cadre est imposé par le prêteur.

Si à l'issue de l'analyse des offres ou en cours d'exécution, l'accord-cadre se trouvait être mono-attributaire, les présentes dispositions relatives à la répartition des bons de commande entre les titulaires n'auraient pas vocation à s'appliquer.

## 18. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 18.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils sont réputés comprendre les matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que tous les frais annexes.

L'ensemble des fournitures matérielles et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

Les prix sont établis par le titulaire en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution de la prestation, notamment :

- des conditions d'exploitation de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, particulièrement : horaires d'ouverture au public, heures d'accès aux locaux, contraintes liées au bâtiment (modalités d'accès à l'atelier), sujétions pouvant résulter de la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant à l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac,
- des conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement des œuvres et/ou de livraison et des sujétions pouvant en résulter, incluant l'impossibilité de stationner dans l'enceinte du musée,
- des frais résultant des mesures réglementaires ou non en matière de sécurité et de protection de la santé des salariés de l'entreprise intervenant sur le site et notamment aux sujétions liées au respect des dispositions définies à l'article 15 du présent document,
- les frais liés aux variations du taux de change.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix ni à aucune indemnité quelconque. Les frais de coordination ne s'appliquent qu'une fois par opération, quelle que soit la durée de l'opération.

Pour l'établissement de ses prix, le titulaire atteste avoir pris connaissance des lieux concernés au sein de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et de ses réserves, notamment de leurs modalités d'accès, ainsi que des formalités en vigueur à l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, relatives aux conditions d'accès et de sécurité.

## 18.2 Révision des prix unitaires

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires uniquement, sans montant minimum et avec un maximum de cent-cinquante mille euros hors taxes (150 000€ HT) sur toute sa durée, reconductions comprises.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,60 \text{ ICHTrev-TS/ICHTrev-TSo} + 0,25 \text{ FSD3/FSD3o}]$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA,

P<sub>0</sub> = prix de l'accord-cadre hors TVA au mois m0,

ICHTrev-TSo = indice mensuel du coût horaire du travail, tous salariés, des activités spécialisées, scientifiques et techniques du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,

ICHTrev-TS = dernier indice mensuel connu du coût horaire du travail, tous salariés, des activités spécialisées, scientifiques et techniques, à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,

FSD3o = indice mensuel des frais et services divers modèle de référence 3 du mois m0, publié sur le site de l'INSEE sur [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr),

FSD3= dernier indice mensuel connu des frais et services divers modèle de référence, à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié sur le site de l'INSEE sur [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr).

L'indice de référence est l'indice mensuel du coût horaire du travail, tous salariés, des activités spécialisées, scientifiques et techniques (ICHTrevTS).

Les indices sont disponibles sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees>

Les prix du BPU révisés devront prévoir la règle de l'arrondi.

## 18.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS et sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au bordereau des prix unitaires initial (annexe 1 à l'acte d'engagement), des prix nouveaux (ou additifs) pourront être incorporés dans un bordereau supplémentaire de prix unitaires, après acceptation de la personne publique.

Le montant total de ces nouveaux prix ne pourra toutefois pas dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

## 18.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

# 19. MODALITES DE REGLEMENT

## 19.1 Avance

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance, sera précisée sur le bon de commande. Les modalités de calcul et de récupération de l'avance seront précisées sur chaque bon de commande concerné.

## 19.2 Acomptes

Sur présentation d'une facture, des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de l'acompte. Le détail de l'échéancier de paiement sera établi au moment de la contractualisation de la commande (bon de commande).

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent accord-cadre seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

## 19.3 Règlement des prestations sur bons de commande

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures, notamment si la prestation a une durée supérieure à un (1) mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations. Une facture ne peut pas regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

## 19.4 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture devra être rédigée en langue française et portera les mentions légales obligatoires :

- L'identité du titulaire, l'adresse de son siège social, le numéro de Siren/Siret,
- L'identité de l'acheteur, l'adresse de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La désignation de la prestation facturée,



- La date de réalisation de la prestation,
- Les références de l'accord-cadre et de l'engagement,
- Le numéro de la commande,
- Le montant HT de la facture,
- Le(s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

### 19.5 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/accomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1<sup>er</sup> jour de retard.

## 20. CLAUSE DE REEXAMEN

### 20.1 Objet

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 1° et R2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen permet d'adapter les stipulations de l'accord-cadre aux évolutions techniques, réglementaires et économiques intervenant pendant son exécution, sans remettre en cause son objet principal.

### 20.2 Cas déclencheurs

L'accord-cadre pourra faire l'objet d'adaptation dans le cas d'opérations exceptionnelles, c'est-à-dire la survenance d'un besoin, correspondant à l'objet du présent accord-cadre mais nécessitant des adaptations des moyens et des modalités d'exécution des prestations (exemple : œuvres hors format ou non déplaçable...).

### 20.3 Modalités de mise en œuvre

Lorsque l'un des cas ci-dessus survient, le titulaire de l'accord-cadre ou le pouvoir adjudicateur peut notifier par écrit l'événement nécessitant une adaptation de l'accord-cadre. Cette notification doit être accompagnée de tous les éléments justifiant la nécessité de réexaminer certaines clauses contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette notification pour :

- accepter la modification et formaliser un « avenant » à l'accord-cadre ;
- refuser la demande en justifiant son refus ;
- proposer une adaptation alternative tenant compte des exigences contractuelles et de l'intérêt général.

En cas de désaccord persistant sur les modifications proposées, une procédure de règlement amiable pourra être engagée conformément aux dispositions de l'article 46.4 du CCAG-FCS.

## 20.4 Limites et exclusions

Cette clause ne peut être invoquée pour modifier les conditions fondamentales de l'accord-cadre, telles que l'objet principal, le périmètre global des prestations ou les obligations essentielles du titulaire. Toute modification excédant ces limites devra faire l'objet d'une nouvelle procédure.

## 21. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

### 21.1 Pénalité pour non-respect des délais contractuels

Lorsque les délais fixés dans le bon de commande pour l'exécution des prestations ou le rendu de livrables (documents, fiches techniques, notes de calcul, etc.) sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cent-cinquante (150) euros HT par jour calendaire de retard. Le décompte de ces jours de retard commencera au lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

### 21.2 Pénalité pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de deux cents (200) euros HT par absence non motivée.

### 21.3 Pénalité pour refus d'exécution des prestations commandées

Le refus de l'exécution des prestations objet d'une commande donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT.

### 21.3 Pénalité pour absence de réponse à une commande

Si le titulaire contacté ne répond pas deux (2) fois à une sollicitation pour le passage d'un bon de commande sur toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire ne sera pas appelé lors du prochain cycle de sollicitation.

Si le titulaire contacté ne répond pas trois (3) fois à une sollicitation pour le passage d'un bon de commande sur toute la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer ce titulaire. Cette dénonciation entraînera la résiliation simple du présent-accord-cadre avec ce titulaire pour faute.

Les autres titulaires seront informés de cette résiliation.

#### **21.4 Retenue provisoire pour non-remise des attestations d'assurance**

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue au présent CCP, une retenue provisoire de 500 (cinq cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra à compter de la réception du document par l'établissement.

#### **21.5 Pénalité pour non-remise des attestations sociales et fiscales**

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues au présent CCP, une pénalité de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

#### **21.6 Pénalité pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance**

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

#### **21.7 Cumul des pénalités**

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables entre elles.

## **22. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit, cependant, fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 23. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

## 24. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

### 24.1 Assurance de responsabilités exploitation et civile professionnelles

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

### 24.2 Assurance des œuvres

L'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac se charge de couvrir les assurances des œuvres transportées et manipulées, avec clause de renonciation de recours contre le titulaire du présent accord-cadre, sauf malveillance, dol ou faute lourde.

### 24.3 En cas de sinistre

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le coordonnateur désigné au sein du musée du quai Branly-Jacques Chirac et chargé du pilotage du projet, avec copie au chef de service, et à confirmer au musée sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

### 24.4 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 25. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### 25.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

### 25.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :
  - Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article 7 du présent CCP relatif à la sous-traitance.
  - Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière

de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

### **25.3 Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **25.4 Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr).

### **25.5 Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### **25.6 Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires**

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **25.7 Mesures de sécurité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'en a pas l'utilité dans le cadre du présent accord-cadre.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

### **25.8 Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'établissement public est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr)

## 25.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

## 25.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 25.11 Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

# 26. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

# 27. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 28. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## 29. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.